

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG81/3

20 septembre 2000

(00-3739)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE ET LE KAZAKHSTAN

Communication de la République kirghize

I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

Avant leur accession à l'indépendance, il n'existait pas, entre la République kirghize et les autres pays de l'ex-Union soviétique, d'obstacles au commerce. Une fois devenu indépendant, chacun de ces pays a commencé à mettre en place des mesures pour réguler le commerce avec l'étranger, ce qui a eu un effet de distorsion sur les échanges entre ces pays. Afin de rétablir les relations commerciales qui existaient auparavant, les gouvernements de la République du Kazakhstan et de la République kirghize ont décidé, le 15 avril 1994, de conclure un accord instituant une zone de libre-échange, sur la base de l'Accord de la Communauté des États indépendants (CEI) portant création d'une zone de libre-échange.

1. Membres, dates de signature, de ratification et d'entrée en vigueur

Les parties à l'Accord sont le gouvernement de la République du Kazakhstan, d'une part, et le gouvernement de la République kirghize, de l'autre.

L'Accord a été signé le 22 juin 1995.

Par la suite, le 9 août 1995, la République kirghize a notifié au gouvernement du Kazakhstan qu'aucune formalité n'était requise dans la République kirghize pour que l'Accord entre en vigueur. L'Accord a donc pris effet le 11 novembre 1995, date à laquelle la République kirghize a reçu du gouvernement kazakh une note annonçant l'achèvement de sa procédure interne.

2. Type d'accord

L'Accord établit une zone de libre-échange. Il prévoit l'élimination des droits de douane, ou des taxes et des prélèvements qui ont un effet équivalent, et des restrictions quantitatives en ce qui concerne la quasi-totalité des échanges commerciaux entre les parties.

3. Champ d'application

Un certain nombre de protocoles annuels relatifs aux exceptions à l'accord de libre-échange bilatéral conclu avec le Kazakhstan a été établi. Tous les protocoles prévoyaient un régime de libre-échange sans aucune exception ni restriction. Aujourd'hui, au titre du Protocole sur l'application provisoire du régime de libre-échange sans exception ni restriction, adopté le 21 janvier 2000, les parties sont convenues d'appliquer le régime de libre-échange sans exception ni restriction jusqu'à la fin de l'an 2000. En outre, conformément au Protocole du 2 avril 1999 sur les modifications et adjonctions de l'Accord de la CEI portant création d'une zone de libre-échange, les parties à l'Accord

de la CEI sont convenues de ne pas introduire de nouvelles restrictions quantitatives et tarifaires sur les importations et/ou les exportations en provenance et à destination des parties. Le Kirghizistan et le Kazakhstan, en tant que parties à l'Accord de la CEI, vont donc conserver une zone de libre-échange sans aucune exception.

4. Données commerciales

Les données relatives aux échanges bilatéraux sont présentées dans l'annexe.

II. DISPOSITIONS COMMERCIALES

1. Restrictions à l'importation

1.1 Droits de douane et prélèvements

La République kirghize a supprimé les droits de douane, les contingents tarifaires et les prélèvements ayant un effet équivalent à des droits de douane appliqués à toutes les importations visées par l'Accord.

1.2 Restrictions quantitatives

La République kirghize n'applique aux échanges commerciaux avec le Kazakhstan ni restriction quantitative ni mesure ayant un effet équivalent à des restrictions quantitatives.

2. Restrictions à l'exportation

2.1 Droits de douane et prélèvements

La République kirghize n'impose ni droits de douane, ni contingents tarifaires ou prélèvements ayant un effet équivalent à des droits de douane aux exportations, à destination du Kazakhstan, de marchandises visées par l'Accord.

2.2 Restrictions quantitatives

La République kirghize n'applique ni restriction quantitative ni mesure ayant un effet équivalent à des restrictions quantitatives aux exportations, à destination du Kazakhstan, de marchandises visées par l'Accord.

3. Règles d'origine

L'Accord ne contient pas de dispositions détaillées concernant les règles d'origine. Le pays d'origine d'une marchandise est celui dans lequel cette marchandise a été entièrement produite ou a subi une transformation substantielle. Le critère utilisé pour déterminer s'il y a eu transformation substantielle peut être un changement de classification tarifaire au niveau de l'un des quatre premiers chiffres. L'Accord ne prévoit aucune forme de cumul d'origines.

Conformément à l'Accord de la CEI du 15 avril 1994 relatif à la zone de libre-échange, le pays d'origine d'une marchandise faisant l'objet d'échanges entre les parties à l'Accord est déterminé en vertu du Règlement de la CEI relatif à la détermination du pays d'origine des marchandises (ci-après dénommé le "règlement"). Les pays de la CEI ont signé le règlement le 24 septembre 1993. Le pays d'origine d'une marchandise est défini comme le pays de la CEI dans lequel la marchandise a été entièrement produite ou a subi une transformation substantielle. Le règlement donne la liste des marchandises qui sont considérées comme entièrement produites. La transformation substantielle

peut être déterminée par i) un pourcentage *ad valorem*, ii) une liste de procédés techniques ou de production ou iii) des changements de classification tarifaire. La liste des procédés techniques ou de production fait encore l'objet de négociations entre les parties. Lorsque aucun critère n'est spécifié pour un produit, c'est le critère général du changement de classification tarifaire qui s'applique. Un produit est considéré comme transformé de manière substantielle si un changement est intervenu au niveau d'un des quatre premiers chiffres de sa classification tarifaire, sous réserve de certaines exceptions. La liste de ces exceptions est en cours d'établissement; elle pourrait contenir des procédés techniques ou de production qui, bien que donnant lieu à un changement de classification tarifaire, ne sont pas considérés comme correspondant à une transformation substantielle, ou ne sont considérés comme tels que si certaines conditions sont remplies. Pourraient également figurer dans cette liste des procédés techniques ou de production qui, bien que ne donnant pas lieu à un changement de classification tarifaire, sont considérés comme correspondant à une transformation substantielle, sous réserve que certaines conditions soient remplies.

Le règlement prévoit la possibilité d'utiliser un principe du cumul d'origines lorsque le critère de transformation substantielle est appliqué. Ce principe peut être utilisé à l'égard des pays de la CEI. Cependant, le règlement ne contient aucune disposition détaillée relative au cumul.

4. Normes

Les parties à l'Accord peuvent introduire unilatéralement des mesures généralement admises dans la pratique internationale et nécessaires pour protéger l'environnement, la vie et la santé des personnes, des animaux et des végétaux. L'Accord ne prévoit pas de normes communes, ni la reconnaissance mutuelle des certificats. Cependant, conformément à l'Accord pour une politique uniforme en matière de normalisation, de métrologie et de certification, qui a été conclu par les pays de la CEI, chaque partie accepte les certificats établis par les institutions accréditées de l'autre partie.

5. Sauvegardes

Les parties à l'Accord peuvent imposer unilatéralement au commerce des marchandises visées par l'Accord des restrictions quantitatives et des mesures ayant un effet équivalent à des restrictions quantitatives ou des restrictions spéciales, à titre de mesures de sauvegarde, mais cela uniquement dans les cas suivants :

- grave déficit de la balance des paiements;
- pénurie aiguë d'une marchandise sur le marché interne, jusqu'à ce que la situation du marché soit stabilisée.

Une partie à l'Accord qui applique une restriction doit communiquer à l'autre partie, si possible à l'avance, des renseignements complets concernant les motifs, les modalités et la durée prévue de la mesure, après quoi des consultations doivent être tenues. Il n'y a pas de disposition prévoyant spécifiquement des mesures de sauvegarde pour l'agriculture.

6. Mesures antidumping et mesures compensatoires

L'Accord ne contient pas de disposition expresse sur les mesures antidumping ou les mesures compensatoires. Néanmoins, les parties reconnaissent l'incompatibilité de pratiques commerciales déloyales avec les objectifs de l'Accord (article 8).

7. Subventions et aides publiques

L'Accord ne contient pas de disposition expresse sur les subventions ou aides publiques.

III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

1. Exceptions et réserves

1.1 Exceptions générales

L'Accord n'empêche pas les parties de prendre des mesures généralement admises dans la pratique internationale et nécessaires pour l'exécution d'accords internationaux, si ces mesures portent sur:

- la protection de la vie et de la santé des personnes, des animaux et des végétaux;
- la protection de la moralité et de l'ordre publics;
- le commerce de l'or, de l'argent ou d'autres métaux ou pierres précieuses;
- la protection de la propriété industrielle ou intellectuelle.

1.2 Exceptions concernant la sécurité

L'Accord n'empêche pas les parties de prendre des mesures généralement admises dans la pratique internationale et nécessaires pour l'exécution d'accords internationaux, si ces mesures portent sur:

- des informations touchant aux intérêts de la défense nationale;
- le commerce des armes, munitions et matériel militaire;
- des activités de recherche ou de production liées aux besoins de la défense;
- la livraison de matières ou de matériels utilisés dans l'industrie nucléaire.

2. Adhésion

Il n'y a aucune disposition dans l'Accord permettant l'adhésion d'autres pays.

3. Procédures de règlement des différends

Tout différend entre les parties doit être réglé par voie de négociation.

4. Liens avec d'autres accords commerciaux

Comme il est mentionné dans le Préambule, l'Accord se fonde sur l'Accord de la CEI du 15 avril 1994 relatif à la zone de libre-échange.

5. Cadre institutionnel

Les parties à l'Accord sont convenues d'établir une commission mixte kazakh-kirghize chargée d'exécuter l'Accord et de formuler des recommandations en vue d'améliorer les relations commerciales et économiques entre les parties.

IV. AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de l'Accord portent sur les points suivants:

- le stockage, le transbordement, l'entreposage, le transport des marchandises, les paiements et le transfert de fonds: aucune mesure discriminatoire n'est appliquée à l'encontre des produits de l'autre partie;
- les droits de douane: les parties s'engagent à tenir régulièrement des consultations en vue de rapprocher les niveaux des droits de douane appliqués aux échanges avec les pays tiers;
- l'obligation de ne pas autoriser de pratiques commerciales déloyales, y compris, entre autres, les pratiques de certaines entreprises qui exploitent leur position dominante pour limiter la concurrence sur le territoire des parties;
- la réexportation: les parties sont convenues qu'en la matière, ce sont les dispositions de l'Accord de la CEI du 15 avril 1994 relatif à la réexportation de marchandises et à la procédure de délivrance des permis de réexportation qui s'appliquent;
- la liberté de transit;
- les parties sont convenues d'utiliser la Nomenclature CEI des marchandises appliquée à l'activité économique étrangère, fondée sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises et la Nomenclature combinée de l'Union européenne.

ANNEXE

Importations de la République kirghize en provenance du Kazakhstan (en milliers de dollars EU)

Chapitre du SH	Année		
	1997	1998	1999
Total	69 602,8	75 297,7	72 679,9
1	9,3	8,1	3,6
2	77,8	9,3	-
3	62,7	23,7	7,3
4	321,9	1 110,3	82,4
7	51,2	24,4	1,7
8	2,3	6,7	-
9	2,4	1,0	-
10	10 151,0	9 049,9	8 629,5
11	845,2	1 755,8	1 870,9
12	123,3	164,4	652,6
13	17,0	-	-
15	112,4	137,8	30,5
16	209,5	306,0	31,5
17	773,6	191,7	551,5
18	75,0	40,8	28,4
19	181,9	536,2	457,1
20	27,3	3,4	59,4
21	22,1	1,5	-
22	1 886,0	173,9	270,5
23	6,1	26,9	77,8
24	1 034,7	710,3	4 218,6
25	3 585,4	3 351,4	3 878,9
26	3 875,3	1 186,3	580,1
27	30 630,4	37 982,1	39 273,6
28	1 214,1	11 622,1	7 337,5
29	1 352,7	209,9	28,5
30	143,9	93,1	25,6
31	81,2	1,0	-
32	43,7	9,5	55,1
33	257,0	112,3	209,3
34	143,9	84,8	14,8
35	16,8	8,4	1,0
36	139,4	2,1	1,3
37	2,5	1,0	-
38	259,5	88,8	127,1
39	507,3	105,3	97,0
40	210,9	68,7	2,2
41	65,7	-	-
42	1,7	5,5	-
44	411,1	314,4	128,7
47	12,3	19,5	8,9
48	401,0	226,9	198,2
49	237,9	90,2	50,5
51	254,5	25,0	15,2

Chapitre du SH	Année		
	1997	1998	1999
52	11,7	1,2	-
53	42,7	-	-
54	21,2	-	-
55	9,9	-	-
56	10,4	2,0	-
57	16,6	-	10,4
59	1,7	1,4	-
60	6,7	-	-
61	56,3	15,4	-
62	17,9	1,7	32,1
63	131,7	16,1	92,2
64	255,2	59,6	62,7
65	1,0	-	-
66	23,0	-	-
68	138,2	231,4	132,0
69	198,8	94,7	48,7
70	818,7	84,7	8,0
71	-	1,0	-
72	1 177,6	1 249,4	658,4
73	775,8	438,9	908,0
74	340,1	668,7	335,5
76	121,1	74,6	121,2
78	27,3	6,8	-
79	2,2	-	-
80	1,0	-	-
81	7,2	7,1	-
82	89,1	357,1	1,0
83	85,6	59,6	11,3
84	2 242,8	486,0	725,6
85	1 143,2	834,7	476,0
86	295,0	142,6	2,2
87	1 017,7	270,9	173,6
88	42,3	25,0	1,0
89	10,0	-	-
90	262,0	247,6	195,2
91	1,0	-	-
94	247,2	27,8	19,5
95	77,7	1,9	3,5
96	4,3	-	1,4

Source: Comité national des statistiques.

Exportations de la République kirghize à destination du Kazakhstan
(en milliers de dollars EU)

Chapitre du SH	Année		
	1997	1998	1999
Total	87 094,0	85 516,4	44 960,1
1	26,4	12,8	26,4
2	10,0	10,6	17,7
3	14,0	12,1	-
4	1 736,6	1 579,0	893,6
6	3,6	7,0	10,5
7	1 099,9	713,3	591,0
8	685,9	407,3	402,6
9	1 012,9	1 115,6	41,8
10	99,3	3,5	10,1
11	35,8	14,7	13,9
12	112 1	144,2	690,4
14	1,0	1,0	-
15	27,0	77,1	111,4
16	24,3	50,1	9,0
17	12 320,3	7 347,1	4 555,2
18	156,3	101,7	30,3
19	635,4	414,4	116,8
20	246,2	155,1	59,4
21	256,2	1 294,8	-
22	11 544,2	4 564,2	270,5
23	3,9	3,8	77,8
24	3 074,7	3 362,0	4 218,6
25	9 681,0	9 739,7	3 878,9
26	-	2,4	-
27	16 589,3	10 418,3	15 896,4
28	58,4	14,3	94,4
29	68,5	3,9	1,6
30	185,9	452,9	286,5
31	13,4	17,6	-
32	923,7	1 013,1	1,6
33	867,7	333,8	144,1
34	100,6	50,0	13,4
35	46,6	2,1	9,9
36	-	27,7	5,4
37	50,8	-	-
38	27,4	1,1	335,8
39	465,7	1 231,6	1 355,9
40	259,7	163,4	38,4
41	90,9	57,2	29,7
42	40,7	43,5	13,8
43	-	1,8	2,2
44	38,1	112,5	32,7
48	838,8	3 090,9	140,1
49	114,9	273,3	223,8
51	134,2	375,9	42,1
52	163,7	840,6	187,3
53	200,1	181,8	133,9

Chapitre du SH	Année		
	1997	1998	1999
55	14,2	3,8	3,1
56	41,7	3,6	2,8
57	179,0	65,6	206,0
59	204,7	286,5	14,2
60	-	3,2	-
61	300,3	162,3	254,2
62	151,2	70,2	28,6
63	79,5	13,4	111,9
64	363,8	293,5	16,9
67	1,1	-	-
68	2 427,0	3 106,0	2 164,2
69	174,8	36,9	41,0
70	3 608,5	3 345,3	670,6
71	-	34,0	-
72	169,3	88,6	33,4
73	455,2	1 840,5	793,4
74	165,0	10,3	-
76	735,4	284,5	29,6
78	11,7	50,0	45,0
81	864,3	-	16,9
82	336,6	16,7	3,6
83	14,8	176,2	9,5
84	8 664,1	13 929,2	5 076,9
85	1 787,8	6 722,9	2 981,7
86	58,0	260,7	101,9
87	1 764,9	3 503,6	3 719,8
88	-	-	-
90	47,5	1 115,4	-
94	295,7	161,3	20,0
95	27,0	59,2	46,8
96	90,5	14,7	26,6

Source: Comité national des statistiques.